

Colloque

Les libéraux et l'Etat-Nation

Juin 1999

Le renouveau de la tradition libérale, démocratique, et d'indépendance des nations

par Jean-Jacques Rosa

Le vingtième siècle a été sévère pour les libéraux. Il a vu l'épanouissement des grands Etats, des totalitarismes et des conflits mondiaux. A l'intérieur des nations les tendances dominantes ont été celles du dirigisme, de l'interventionnisme, de la bureaucratisation, de la fiscalisation. A l'extérieur, la prépondérance des grands Etats s'est traduite par l'impérialisme, le protectionnisme qui a atteint son apogée dans les années 30 et 40, et le fractionnement de l'économie mondiale par les fascismes et les communismes.

Le libéralisme, dominant au XIXème, n'a cessé de reculer devant l'emprise de l'étatisme, ce qui explique la méfiance profonde des libéraux d'aujourd'hui à l'égard des Etats-nations dont l'affirmation agressive sur la scène mondiale a conduit à la confrontation permanente par la guerre et le protectionnisme, puis à l'appauvrissement et souvent à la servitude.

Cependant le panorama planétaire subit depuis quelques années une profonde mutation en forme de révolution, au sens strict de retour aux conditions antérieures, aux conditions originales de milieu du XIXèmes siècle. Le mouvement est amorcé depuis les années 50, mais il n'est devenu véritablement perceptible que depuis la fin des années 70.

On observe ainsi en premier lieu un retour au libre-échange mondial, aux marchés globaux, à une économie internationale intégrée sous l'impulsion du Gatt ainsi que des marchés communs régionaux. On note également un renouveau des idées libérales et parfois même des politiques économiques et fiscales libérales aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, en Nouvelle Zélande et en Europe centrale depuis la disparition de l'Union soviétique. Mais surtout, on constate partout dans le monde l'échec des grandes bureaucraties et l'explosion des grands Etats ou des Etats les plus hétérogènes (les Etats plurinationaux).

Dans le même temps les petits Etats-nations se multiplient, au détriment des grands Etats supranationaux, tandis que les empires ont été rayés de la carte depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : nous avons été témoins de la disparition successive des empires allemand, français, britannique, puis russe. Et l'Amérique peine aujourd'hui à imposer sa loi, même à de petits pays.

C'est à nouveau l'heure des libéraux. C'est aussi celle des Etats-nations petits et moyens. Leur nombre n'a cessé d'augmenter dans le monde depuis quarante ans. Leur multiplication témoigne

du succès et de la vitalité de cette forme d'organisation des sociétés.

C'est ce double mouvement, de multiplication des Etats indépendants dans le monde et simultanément de remise en cause de la lourdeur des appareils d'Etats à l'intérieur de chaque nation, qui provoque aujourd'hui un vaste malentendu politique.

1. D'un côté, les partisans des Etats-nations indépendants (contre les Etats supranationaux et les empires) souhaitent réaffirmer l'autorité de ces Etats et s'inquiètent de l'affaiblissement de leur emprise sur l'économie nationale en raison de l'ouverture, du libre-échange et de la mondialisation.

Modernes dans leur combat pour l'indépendance des nations et leur droit à disposer d'un Etat autonome, ils sont restés conservateurs dans leur vision de l'économie et de la politique économique. Parce que les grands Etats du vingtième siècle ont adopté une politique dirigiste et enserré l'économie dans un réseau étroit de contraintes, ils croient que la gestion bureaucratique est inséparable de la grandeur de l'Etat, confondant fiscalisme, dimension géographique et indépendance, Etat lourd et Etat fort.

Pourtant, personne ne contestera que les Etats "légers" du XIXème siècle, la France, l'Angleterre, l'Autriche, les Etats-Unis, dont l'appareil bureaucratique se nourrissait de peu d'impôt, aient été des grandes nations indépendantes et souveraines, alors même que régnaient le libéralisme et le libre-échange. Les souverainistes dirigistes se trompent par conséquent lorsqu'ils font d'une politique économique étatiste et protectionniste la condition indispensable de l'indépendance nationale et de la souveraineté des Etats. C'est, au contraire, l'existence de marchés mondiaux qui permet aujourd'hui aux Etats de plus petite dimension d'exister en se développant économiquement par l'exportation et l'importation. Le libre-échange est la condition de survie des petits et moyens Etats. Un grand marché national n'est plus la condition indispensable de la souveraineté.

2. Les libéraux de leur côté pensent que tout ce qui affaiblit l'Etat (nécessairement interventionniste et fiscaliste selon eux) est bon pour l'économie et les libertés individuelles. Ils en viennent à souhaiter la quasi-dissolution du pouvoir des Etats dans de grands marchés planétaires, et par suite, la disparition de la politique.

Moyennant quoi beaucoup d'entre eux adoptent sans s'en rendre compte la politique de Gribouille: ils favorisent la construction d'un Très Grand Etat supranational dans l'espoir d'affaiblir l'Etat-nation. Ils tombent de Charybde en Scylla ! Et cela parce qu'ils désespèrent d'obtenir une réforme libérale de la société française, la plus fonctionnarisée et la plus fiscalisée de toutes les sociétés occidentales développées.

Mais ils ont tort: Le super-Etat européen viendra s'ajouter à l'Etat national sans réduire son importance, tout comme la réforme régionale a ajouté un échelon politico-administratif à ceux déjà en place sans en abolir aucun. D'autre part, la réforme libérale a commencé en France, avec les privatisations. Elle est insuffisante, beaucoup trop lente, mais elle s'accélérera demain si les libéraux expliquent qu'un Etat plus léger sera plus fort et font - logiquement - alliance avec les souverainistes.

La nouveauté profonde que nous vivons aujourd'hui c'est le retour aux conditions qui prévalaient dans le monde entre 1820 et 1860. L'ordre économique mondial était libéral tandis que s'affirmait le mouvement des nationalités, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à se doter d'un Etat indépendant et souverain. Et à l'intérieur de ces nations l'heure était à la réforme démocratique.

C'était l'époque où libéralisme, aussi bien politique qu'économique, démocratie et souveraineté nationale allaient de pair. Nous y sommes à nouveau. La réforme libérale; l'allègement de la fiscalité, le recentrage des activités des Etats sur leurs tâches fondamentales, sont des nécessités qu'impose la compétition mondiale des Etats et des économies comme la recherche de l'efficacité des organisations dans la plus petite dimension. L'ère des entreprises géantes et des administrations géantes est aujourd'hui dépassée. Les entreprises et les Etats s'allègent pour mieux servir les consommateurs et les citoyens.

Comme en 1848, le combat libéral et démocratique rejoint aujourd'hui celui des souverainistes.

En conclusion, cette stratégie nouvelle sur l'échiquier politique répond aux conditions contemporaines de l'organisation économique et sociale : indépendance des nations moyennes et petites, allègement des appareils bureaucratiques et ouverture des échanges économiques.

Elle n'a pas encore trouvé son expression. Il faut la lui donner.

C'est pourquoi nous avons décidé, avec quelques amis, de créer un "groupement d'intérêt politique" (comme il existe des "groupements d'intérêt économique") pour prolonger les réflexions du présent colloque et coordonner associations et adhérents individuels soucieux de s'inscrire dans cette ligne d'action.

Font ainsi partie des associations fondatrices "France Stratégie" de Christian Saint-Etienne et

"l'Association pour l'indépendance monétaire de la France" que je viens de créer avec Jacques Myard, Alain Cotta et quelques autres.

Nos objectifs se définissent par deux priorités :

A - Le bon cadre de la décision politique démocratique c'est la France et non l'Europe.

En effet, si l'on estime que la République Tchèque et la République slovaque sont mieux à même de servir leurs citoyens que la Tchécoslovaquie, si l'on pense que les Slovènes et les Croates, voire demain les Kosovars, sont mieux défendus par la sécession et la plus petite dimension que par l'ex-Yougoslavie fédérale, et de même pour les Etats membres de la Communauté des Etats indépendants sortis de l'Union soviétique, pourquoi la France, bien plus importante et plus puissante, devrait-elle se fondre pour survivre dans un vaste Etat continental?

B - Il faut aller résolument vers une société de libertés, seule capable d'assurer la prospérité du pays. La réalité d'une telle réforme, au delà des vœux pieux, se traduit nécessairement par une réduction des impôts et une diminution du nombre des fonctionnaires.

C'est le programme que l'association "France-Libertés" propose aux libéraux en économie et en politique, comme aux souverainistes.